

Association MISSION LOCALE ARC CHARENTE

Siège social : 41, rue de la Maladrerie, 16100 COGNAC

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31/12/2025

Aux membres de l'association,

1- Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association MISSION LOCALE ARC CHARENTE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

2- Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

3- Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention au paragraphe « Changements de réglementation comptable » de l'annexe des comptes annuels qui expose le changement de méthode comptable relatif à l'application pour la première fois du règlement ANC n° 2022-06.

4- Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

- Tel que décrit dans l'annexe au paragraphe « Créances », les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.
- Dans l'annexe au paragraphe « Subventions », une note expose les règles et méthodes comptables relatives à la comptabilisation des subventions.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre association, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe sur les postes considérés et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

5- Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

6- Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

7- Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.


En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

FAIT A POITIERS, le 18 mai 2025

Le Commissaire aux comptes
SAS OUEST AQUITAINE AUDIT



Mikaël HUGONNET
Commissaire aux Comptes

Mission Locale Arc Charente

41, rue de la Maladrerie

16100 COGNAC

Comptes Annuels

01.01.2025 - 31.12.2025

Actif		Au 31/12/2025			Au 31/12/2024
		Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	Montant net
Frais d'établissement (I)					
Actif immobilisé	Frais de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, solutions informatiques, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾	3 419	2 877	542	1 676
	Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes				
	TOTAL	3 419	2 877	542	1 676
	Terrains				
	Constructions				
	Installations techniques, mat. et outillage industriels	171 837	140 464	31 372	15 555
	Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes				6 971
	TOTAL	171 837	140 464	31 372	22 527
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
Immobilisations financières ⁽²⁾	Participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés	152		152	152
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	1 300		1 300	1 300
TOTAL		1 452		1 452	1 452
Total (II)		176 709	143 342	33 367	25 656
Actif circulant	Stocks et en cours				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	337		337	6 064
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	505 012		505 012	243 821
	Charges constatées d'avance	7 972		7 972	19 647
	TOTAL	513 322		513 322	269 533
	Instruments financiers à terme et jetons détenus				
Divers	Disponibilités	660 232		660 232	900 460
Total (III)		1 173 555		1 173 555	1 169 993
Frais d'émission des emprunts (IV)					
Primes de remboursement des emprunts (V)					
Écart de conversion et différence d'évaluation - Actif (VI)					
TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V+VI)		1 350 265	143 342	1 206 922	1 195 650
Renvois	(1) Dont droit au bail (2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières (3) Dont à plus d'un an (brut)				

Passif		Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	169 448	169 448
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres réserves		
	Report à nouveau	496 896	493 887
	Excédent ou déficit de l'exercice	-9 928	3 009
	Situation nette (sous-total)	656 416	666 345
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	3 126	2 927
	Provisions réglementées		
Total (I)		659 543	669 273
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total (I bis)			
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés		
Total (II)			
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	161 200	147 775
Total (III)		161 200	147 775
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾	11 889	6 971
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾		
	Instruments financiers à terme		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	57 972	68 038
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	316 316	302 008
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes		1 583
	Produits constatés d'avance		
Total (IV)		386 179	378 601
Écart de conversion et différences d'évaluation - Passif (V)			
TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		1 206 922	1 195 650
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(2) Dont emprunts participatifs		

OUEST AQUITAINE AUDIT
Commissariat aux Comptes
Pôle République III
2 Rue Alfred Nobel
86000 POITIERS
Tél. 05 16 83 88 14
Siret : 529 026 445 00021 - APE 6920Z

MISSION LOCALE ARC CHARENTE

		Du 01/01/2025 Au 31/12/2025 12 mois	Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations		
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens	24	
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	2 562	16 814
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	1 993 125	2 023 944
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public	1 000	
	Dons manuels	1 000	
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
Charges d'exploitation	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions		56 585
	Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	434	5
	TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	1 997 146	2 097 349
	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes	285 370	308 087
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	115 396	116 067
	Salaires	1 179 501	1 240 131
	Cotisations sociales	401 857	394 423
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	14 270	14 321
	Dotations aux provisions	13 424	15 213
	Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées		
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	192	9
	TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (II)	2 010 013	2 088 255
1. Résultat d'exploitation (I-II)		-12 866	9 093
Produits financiers	De participations		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	4 065	2 434
	Reprises sur dépréciations et provisions		
	Différences positives de change		
	Produits des immobilisations financières cédées		
Charges financières	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
	TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (III)	4 065	2 434
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées	493	26
	Différences négatives de change		
	Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
	TOTAL DES CHARGES FINANCIERES (IV)	493	26
2. Résultat financier (III-IV)		3 572	2 407
3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)		-9 294	11 501

		Du 01/01/2025 Au 31/12/2025 12 mois	Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois
Produits exceptionnels (V)	Total		5 366
Charges exceptionnelles (VI)	Total		13 858
4. Résultat exceptionnel (V-VI)			-8 491
Participation des salariés aux résultats Impôts sur les bénéfices	(VII) (VIII)	634	
Total des produits (I + III + V)		2 001 212	2 105 150
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		2 011 140	2 102 140
EXCÉDENT OU DÉFICIT		-9 928	3 009
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature		4 455	4 027
Prestations en nature			
Bénévolat			
Total		4 455	4 027
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens			
Prestations en nature			
Personnel bénévole		4 455	4 027
Total		4 455	4 027

1. Objet social

La Mission Locale Arc Charente a pour objet, en étroite collaboration avec les différents partenaires (services de l'Etat, collectivités territoriales, partenaires socio-économiques et sociaux) d'apporter son concours à la définition des orientations et à la mise en œuvre de toutes actions à caractère d'insertion professionnelle et sociale en direction des jeunes âgés de 16 à 30 ans.

Pour aider les jeunes, à résoudre l'ensemble des problèmes que pose leur insertion professionnelle et sociale, l'Association :

- Assure des fonctions d'accueil, d'information, d'orientation et d'accompagnement.
- Favorise la concertation entre les différents partenaires en vue de renforcer ou de compléter les actions conduites par ceux-ci,
- Développe une politique de relations et de services aux employeurs, de nature à favoriser la qualification et l'intégration durable,
- Contribue à l'élaboration et à la mise en œuvre, dans son territoire, d'une politique locale concertée d'insertion professionnelle et sociale des jeunes. Elle pourra s'appuyer sur l'expertise de groupes de travail initiés par l'Association,
- Propose aux collectivités une gamme de services, susceptibles de prendre en compte la spécificité des besoins des jeunes et des attentes des acteurs.

L'Association intervient sur le territoire des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale ci-dessous listés :

- Communauté d'Agglomération du Grand Cognac
- Communauté de Communes Charente Limousine
- Communauté de Communes 4B – Sud Charente
- Communauté de Communes Lavalette Tude Dronne
- Communauté de Communes Rouillacais
- Communauté de Commune Cœur de Charente
- Communauté de Commune Val de Charente



L'Association pourra mener des actions dépassant sa zone d'intervention.

2. Faits caractéristiques de l'exercice

2.1. Evénements principaux

Aucun événement ni fait significatif ne sont survenus au cours de l'exercice.

2.2. Evénements survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date d'établissement des comptes

Néant.

3. Principes et méthodes comptables

3.1. Principes généraux

3.1.1. Règlement comptable

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du code de commerce et aux règles et principes comptables généralement admis en France selon les dispositions du plan comptable général (règlement ANC n° 2014-03 relatif au PCG).

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique.

Seules sont exprimées les informations significatives.

Sauf indication contraire, les informations sont présentées en euros.

3.2. Changements de règles et méthodes comptables

3.2.1. Changements de réglementation comptable

Le règlement ANC N°2022-06, relatif à la modernisation des états financiers, est applicable de manière obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025.

Cette première application constitue un changement de réglementation comptable.

Les dispositions du règlement ANC N°2022-06 s'appliquent à compter de l'exercice de première application sans emporter de conséquences sur les comptes antérieurs, autres que les reclassements nécessaires pour se conformer aux nouveaux modèles de bilan et de compte de résultat lors du premier exercice d'application.

Informations pertinentes et nécessaires à la compréhension des changements de présentation :

Le bilan et le compte de résultat sont présentés conformément aux nouveaux modèles figurant dans le règlement ANC N°2022-06.

Afin de présenter le bilan et le compte de résultat de l'exercice précédent (N-1) selon les nouveaux modèles, des reclassements entre les rubriques ou les postes du bilan ou du compte de résultat ont été effectués au titre de la colonne comparative "Exercice N-1".

Les reclassements opérés sur la colonne comparative 2024 pour se conformer aux nouveaux modèles sont les suivants :

- Les transferts de charges précédemment comptabilisés en 2024 en produits d'exploitation continuent d'être présentés dans la colonne N-1 sur la ligne « Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions ».
- Suite à la suppression de la technique du transfert de charges en 2025, les opérations précédemment comptabilisées en transfert de charges sont maintenant comptabilisées en 2025 dans les comptes et postes suivants du compte de résultat :
 - Les indemnités d'assurance initialement en 791180, ont été affectées en 758700
 - Les transferts de charges de personnes (remboursements formations, IJ) initialement en 79124* sont désormais en 649***.
- Les charges constatées d'avance s'élevaient à 19 647 € au titre de 2024 et étaient présentées sur une ligne séparée de l'actif. Dans la colonne N-1 les charges constatées d'avance ont été reclassées dans la rubrique « Créances ».

Les montants comptabilisés dans le résultat courant 2025 qui auraient figuré en résultat exceptionnel avant l'application du Règlement sont les suivants :

- 3 324€ relatifs à la quote-part des subventions virées au compte de résultat.

3.2.2. Changements de méthode comptable

La société n'a procédé à aucun autre changement de méthode comptable par rapport à l'exercice précédent.

3.2.3. Changements d'estimation comptable

La société n'a procédé à aucun autre changement de d'estimation comptable par rapport à l'exercice précédent.

3.2.4. Corrections d'erreurs

Notre entité n'a constaté aucune correction d'erreur significative.



4. Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat

4.1. Actif immobilisé

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.

Les modes et durées d'amortissements sont présentés par la suite.

Les éventuelles dépréciations sont constatées après identification d'un indice de perte de valeur fonction des indicateurs suivants :

- Externes : valeur de marché, changements importants, taux d'intérêt et de rendement,
- Internes : obsolescence ou dégradation physique, changements importants dans le mode d'utilisation, performances inférieures aux prévisions.

La valeur nette comptable est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation modifiant ainsi de manière prospective la base amortissable.

L'évaluation des dépréciations est réalisée ultérieurement selon les mêmes règles.

Quand les raisons qui ont motivé des dépréciations cessent d'exister, elles sont rapportées en résultat sauf celles sur le fonds commercial qui ne sont jamais reprises.



4.1.1. État de l'actif immobilisé (brut)

Immobilisations		Valeur brut début (A)	Augmentati ons (B)	Diminutions (C)		Valeur brute fin (D)
				Sorties	Virements	
Immobilisations	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	3 420	-	-	-	3 420
Immobilisations corporelles	Terrains	-	-	-	-	-
	Constructions	-	-	-	-	-
	Install. Tech., mat., outillage	-	-	-	-	-
	Install. générales, ag. Am. divers	-	-	-	-	-
	Matériel de transport	37 823	-	-	-	37 823
	Mat bur., informatique, mobilier	113 034	28 953	7 973	-	134 015
	Immo. Corp. En cours	-	-	-	-	-
	Avances et acomptes	6 972	-	6 972	-	-
	Total III	157 829	28 953	14 945	-	171 837
Immobilisations financières	Participations	-	-	-	-	-
	Créances rattachées à des part.	-	-	-	-	-
	Autres titres immobilisés	153	-	-	-	153
	Prêts et autres immo. financières	1300	-	-	-	1300
Total général		162 701	28 953	14 945	-	176 710

4.1.2. Amortissements de l'actif immobilisé

Immobilisations		Amortissements début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Amortissements fin (D)
Amortissements incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	1 744	1 134	-	2 878
Amortissements corporelles	Terrains	-	-	-	-
	Constructions	-	-	-	-
	Install. Tech., mat., outillage	-	-	-	-
	Install. générales, ag. Am. divers	-	-	-	-
	Matériel de transport	37 823	-	-	37 823
	Mat bur., informatique, mobilier	97 479	13 136	7 973	102 642
	Immo. Grevées de droits	-	-	-	-
	Total III	135 301	13 136	7 973	140 465
Total général		137 045	14 270	7 973	143 342

4.1.3. Durées d'amortissement

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Logiciels et progiciels	Linéaire	1 à 4 ans
Installations techniques	Linéaire	5 à 10 ans
Matériel de transport	Linéaire	3 à 5 ans
Matériel de bureau	Linéaire	3 à 10 ans
Mobilier de bureau	Linéaire	3 à 10 ans

4.1.4. Précisions sur certains éléments de l'actif immobilisé.

4.1.4.1. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement ou à leur coût de production.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

4.1.4.2. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement ou à leur coût de production.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

4.1.4.3. Immobilisations financières

Les immobilisations financières et titres de participation sont évalués à leur coût d'achat.

Lorsque la valeur actuelle à la date de clôture est inférieure à la valeur d'actif brut, une dépréciation est constituée pour le montant de la différence.

4.2. Actif circulant

4.2.1. Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut	À 1 an au plus	À plus d'un an
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations	-		
	Prêts	-		
	Autres	-		
DE L'ACTIF CIRCULANT	Créances Clients et Comptes rattachés	338	338	
	Autres	505 013	505 013	
	Charges constatées d'avance	7 972	7 972	
TOTAL		513 322	513 322	

4.2.2. Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance concernent des charges d'exploitation pour 7 972€.



4.3. Fonds associatifs

4.3.1. Fonds propres

L'apport sans droit de reprise implique la mise à disposition définitive d'un bien. Pour être inscrit en fonds associatifs, cet apport doit correspondre à un bien durable utilisé pour les besoins de l'association. Dans le cas contraire, il est inscrit en résultat.

Libellés	Solde début	Augmentation	Diminution	Solde fin
Fonds associatifs sans droit de reprise	169 448			169 448
Écarts de réévaluation				
Réserves				

4.3.2. Variation des capitaux propres

Avant répartition du résultat de l'exercice		
Nature du report	Débit	Crédit
Report à nouveau des activités propres de l'association (acquis à l'organisme : Fonds Propres)		496 896
Résultats affectés des activités sous contrôle de tiers financeurs destinés :		
- À l'exercice		
- Aux exercices ultérieurs		
Résultats non affectés des activités sous contrôle de tiers financeurs		
Solde		493 887

OUEST AQUITAINE AUDIT
Commissariat aux Comptes
Pôle République III
2 Rue Alfred Nobel
86000 POITIERS
Tél. 05 16 83 88 14
Siret : 529 026 445 00021 - APE 6920Z

4.4. Passifs et provisions

4.4.1. Provisions

Rubriques (a)	Situations et mouvements (b)			
	A	B	C	D
	Provisions au début de l'exercice	Augmentation s : dotations de l'exercice	Diminution : Reprise de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice (C)
Provisions réglementées	-	-	-	-
Provisions pour risques	-	-	-	-
Provisions pour charges	147 775	13 425		161 200
TOTAL	147 775	13 425		161 200

4.4.2. Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés

Engagements retraite	Provisionné	Non provisionné	Total
Indemnités de départ en retraite	161 200		161 200
Engagements de pension à d'anciens dirigeants			
Prise en charge des cotisations mutuelle santé pour des salariés partis en retraite			

Description des méthodes actuarielles et principales hypothèses économiques retenues :

L'association a opté pour l'application des dispositions de l'annexe 1 de la recommandation ANC n° 2013-02 qui reprend pour l'essentiel la recommandation CNC n° 2003-R.01 :

- Table de mortalité : 2019-2021
- Rotation du personnel : moyen
- Taux d'évolution salariale moyenne : 1.00 %
- Taux d'actualisation : 3.98 %
- Age de départ à la retraite : 64 ans
- Taux de charges sociales : 36.16 % Non-cadres & Cadres.

OUEST AQUITAINE AUDIT
Commissariat aux Comptes
Pôle République III
2 Rue Alfred Nobel
86000 POITIERS
Tél. 05 16 83 88 14
Siret : 529 026 445 00021 - APE 6920Z

4.4.3. Fonds dédiés

Les fonds dédiés sont les rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu encore être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Les sommes inscrites sous la rubrique « fonds dédiés » sont reprises en produits au compte de résultat au cours des exercices suivants, au rythme de réalisation des engagements, par le crédit du compte « report des ressources non utilisées des exercices antérieurs.

OUEST AQUITAINE AUDIT
Commissariat aux Comptes
Pôle République III
2 Rue Alfred Nobel
86000 POITIERS
Tél. 05 16 83 88 14
Siret : 529 026 445 00021 - APE 6920Z

4.5. Dettes

4.5.1. Dettes financières et autres dettes

ÉTAT DES DETTES		Montant brut	A 1 an au plus	A + d'1 an et 5 ans au +	A + de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles		-			
Autres emprunts obligataires		-			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	à 1 an maximum à l'origine	11 890	11 890		
	à plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers		-			
Fournisseurs et comptes rattachés		57 973	57 973		
Dettes fiscales et sociales		316 317	316 317		
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés		-			
Autres dettes		-			
Produits constatés d'avance		-			
TOTAL		386 179	386 179		

OUEST AQUITAINE AUDIT
Commissariat aux Comptes
Pôle République III
2 Rue Alfred Nobel
86000 POITIERS
Tél. 05 16 83 88 14
Siret : 529 026 445 00021 - APE 6920Z

4.6. Compte de résultat

4.6.1. Ventilation des produits d'exploitation

Tableau de répartition des produits d'exploitation :

Ressources propres (cotisations, prestations de services, ...)	2 583€
Subventions	1 993 126€
Ressources liées à la générosité du public	1 000€
Autres produits d'exploitation	435€
Total	1 997 147€

4.6.2. Subventions

Les dépenses engagées avant que notre entité ait obtenu la notification d'attribution de la subvention sont inscrites en charges sans que la subvention attendue puisse être inscrite en produits.

Les conventions d'attributions de subvention comprennent généralement des conditions suspensives ou résolutoires. Tant qu'une condition suspensive persiste, la subvention ne peut être comptabilisée en produits.

Constituent des subventions les contributions facultatives de toute nature, valorisées dans l'acte d'attribution, décidées par les autorités administratives et les organismes chargés de la gestion d'un service public industriel et commercial, justifiées par un intérêt général et destinées à la réalisation d'une action ou d'un projet d'investissement, à la contribution au développement d'activités ou au financement global de l'activité de l'organisme de droit privé bénéficiaire.

Ces actions, projets ou activités sont initiés, définis et mis en œuvre par les organismes de droit privé bénéficiaires. Ces contributions ne peuvent constituer la rémunération de prestations individualisées répondant aux besoins des autorités ou organismes qui les accordent

Une subvention d'exploitation est octroyée à l'entité pour lui permettre de compenser l'insuffisance de certains produits d'exploitation ou de faire face à certaines charges d'exploitation.

Les subventions d'exploitation sont comptabilisées en produit au fur et à mesure de leur encaissement et feront l'objet d'une analyse au regard des dépenses engagées par rapport au budget d'attribution de l'autorité administrative.

La fraction de subvention dédiée à un projet défini tel que défini à l'article 132-1 qui n'a pu être utilisée conformément à son objet au cours de l'exercice est comptabilisée dans le compte de charges « Reports en fonds dédiés » en contrepartie du passif « Fonds dédiés sur subvention d'exploitation ».

La fraction d'une subvention pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice en produits constatés d'avance.

Les risques d'indus/de reversement de subvention sont enregistrés en « Provisions pour risques et charges ».

	31/12/2024	31/12/2025
Etat - convention pluriannuelle d'objectifs	1 347 442	1 253 248
Etat - parrainage	7 930	9 150
Etat - politique de la ville	4 500	4 000
Région Nouvelle Aquitaine - accord cadre	203 353	203 353
ARS - un mois pour moi	45 000	45 000
Département - BRSA	50 000	50 000
Secrétariat du fonds d'aide aux jeunes	3 590	3 522
Communautés de communes	229 877	262 522
Dispositif 100 chances 100 emplois	-	11 800
France Travail	119 830	123 425
Aide à l'embauche (CUI)	1 500	4 500
France Travail (Avenir Pro)	-	1 251
QP des subventions d'investissement	5 317	3 324
Taxe apprentissage reçue	10 922	18 031
Total	2 023 944	1 993 126

OUEST AQUITAINE AUDIT
Commissariat aux Comptes
Pôle République III
2 Rue Alfred Nobel
86000 POITIERS
Tél. 05 16 83 88 14
Siret : 529 026 445 00021 - APE 6920Z

4.6.3. Précisions sur la nature, le montant et le traitement de certaines charges et produits

4.6.3.1. Honoraires des commissaires aux comptes

	CAC 1	CAC 2
Afférents à la certification des comptes	6 336	
Afférents à la certification des informations en matière de durabilité		
Afférents aux services rendus autres que la certification des comptes et la certification des informations en matière de durabilité		
Honoraires totaux	6 336	

4.6.3.2. Résultat exceptionnel

Nature	Charges exceptionnelles	Produits exceptionnels
Produits et charges directement liés à un évènement majeur et inhabituel	0	0
Ecritures comptables d'origine purement fiscale	0	0
Changements de méthode comptables comptabilisés en résultat plutôt qu'en capitaux propres	0	0
Corrections d'erreurs	0	0
TOTAL	0	0

OUEST AQUITAINE AUDIT
Commissariat aux Comptes
Pôle République III
2 Rue Alfred Nobel
86000 POITIERS
Tél. 05 16 83 88 14
Siret : 529 026 445 00021 - APE 6920Z

5. Informations relatives aux opérations et engagements hors bilan

5.1. Engagements financiers donnés et reçus

Nature d'engagements	Donnés	Reçus
Avals	0	0
Cautionnements	0	0
Garanties	0	0
Créances cédées non échus	0	0
Garanties d'actif et de passif	0	0
Clauses de retour à meilleure fortune	0	0
Engagements consentis à l'égard d'entités liées	0	0
Engagements en matière de pensions ou d'indemnités assimilées	0	0
Engagements assortis de sûretés réelles	0	0
Engagements pris fermes sur titres de capital et non-inscrits au bilan	0	0
Engagements résultant de contrats qualifiés de « portage »	0	0
Engagements consentis de manière conditionnelle	0	0

5.2. Engagements pris en matière de crédit-bail

Pas de contrat en crédit-bail au 31/12/2025.

OUEST AQUITAINE AUDIT
Commissariat aux Comptes
Pôle République III
2 Rue Alfred Nobel
86000 POITIERS
Tél. 05 16 83 88 14
Siret : 529 026 445 00021 - APE 6920Z

6. Autres informations

6.1. Informations relatives à l'effectif

L'effectif employé pendant l'exercice tel que défini à l'article D. 123-200 du code de commerce s'élève à : 35

6.2. Bénévolat

Le nombre d'heure de bénévolat au 31/12/2025 s'élève à 375 heures.

Elles ont été valorisées au taux horaire du SMIC au 31/12/2025 soit 11.88€ de l'heure.

OUEST AQUITAINE AUDIT
Commissariat aux Comptes
Pôle République III
2 Rue Alfred Nobel
86000 POITIERS
Tél. 05 16 83 88 14
Siret : 529 026 445 00021 - APE 6920Z